

Réponse de COLT à la consultation publique de l'ARCEP sur la mise en conformité des conventions d'établissement et d'exploitation des réseaux câblés

1 Introduction

COLT Télécommunications France [COLT] remercie l'Autorité d'avoir soumis à consultation publique son projet de rapport sur la mise en conformité des conventions câble. Ce sujet en apparence très juridique et très circonscrit à un acteur (le câblo-opérateur) pose en fait un débat d'ensemble sur la nature de la concurrence dans le domaine des communications électroniques fixes en France. Cherche-t-on à promouvoir une concurrence fondée sur une régulation asymétrique de long terme ? Dans ce cas le prix à payer sera la renationalisation progressive de l'infrastructure passive, et l'uniformisation des réseaux actifs qui l'exploiteront dans des conditions entre eux non discriminatoires. Ou bien cherche-t-on à promouvoir une concurrence fondée sur la mutualisation volontaire des infrastructures, qui mènera plus sûrement à une concurrence entre acteurs possédant leur infrastructure, et qui, pour cette raison, ne sera plus asymétrique que dans des cas marginaux ?

2 Développement

Le partage d'infrastructure entre opérateurs de réseaux de télécommunications était prévu dès la loi n° 96-659 du 26 juillet 1996. Il a été confirmé par la loi n° 2004-669 du 9 juillet 2004. Les différends relatifs à ces partages sont soumis à l'Autorité de régulation des communications électroniques et des postes a titre de l'article L36-8 du CPCE.

COLT pratique, avec France Télécom comme avec les autres opérateurs, ce partage, lorsqu'il y est invité par le détenteur du domaine public.

Par ailleurs le régime de propriété des réseaux câblés français est passablement confus, comme en témoigne d'une part l'étude de reconstitution a posteriori du régime juridique des réseaux câblés menée par Monsieur Emmanuel Glaser, conseiller d'Etat, et d'autre part les positions diamétralement opposées affichées par l'opérateur du câble.

En tout état de cause, sauf accord des parties, une mise en conformité d'une convention avec une loi ne saurait remettre en cause de façon anticipée la jouissance des infrastructures de réseaux câblés par les exploitants de ces réseaux avant le terme de leur convention d'occupation.

En effet, une politique de spoliation unilatérale des infrastructures de réserve dont bénéficient, en tout état de cause jusqu'à la fin de leur conventions en cours, les exploitants de réseaux câblés, constituerait un coup de boutoir de plus porté aux constructeurs et exploitants privés de réseaux de communication électronique possédant leur propre infrastructure.

Pourquoi parler de spoliation, là où la demande peut être vue comme une simple location forcée à un tarif imposé ? Parce que, pour un opérateur de réseau de communication électronique ayant financé ses infrastructures, les capacités de réserve ont été constituées dans une quadruple perspective :

- Ne pas avoir à encourir à nouveau une dépense de génie civil quand le développement du réseau conduit à devoir poser un nouveau câble sur une route de réseau déjà active,
- Éviter aux usagers du domaine public les gênes occasionnées par des travaux répétés sur un même itinéraire,

- Disposer d'une monnaie d'échange, principalement destinée aux autres opérateurs à qui des fourreaux équivalents peuvent être achetés sur un autre itinéraire,
- Disposer d'un avantage concurrentiel par rapport aux opérateurs ayant fondé leur réseau sur la location des infrastructures des autres.

On perçoit là toute la différence entre mutualisation volontaire, qui est un jeu à somme positive entre opérateurs qui y participent, et mutualisation imposée, qui est un jeu à somme négative pour les propriétaires (ou détenteurs de long terme) d'infrastructures.

Il ne s'agit pas, en proposant de privilégier la mutualisation volontaire, de proposer un cadre ouvrant la porte à la spéculation sur l'infrastructure. D'ailleurs la loi du 9 juillet 2004 prévient ce risque, en stipulant que : « Le prix facturé pour l'occupation ou la vente de tout ou partie de fourreaux reflète les coûts de construction et d'entretien de ceux-ci. » (art. L45-1 du CPCE).

Autant le partage volontaire des infrastructures issues du monopole contribue à recréer une égalité entre les différentes générations d'opérateurs, autant le partage imposé décourage l'investissement privé dans l'infrastructure.

Une vision caricaturale domine la régulation française des communications électroniques : « Au secteur privé l'investissement dans l'électronique et le marketing, au secteur public l'investissement dans l'infrastructure ». Autrement dit, la concurrence dans les communications électroniques fixes, issue de la loi de 1996, n'aurait pour objet que de partager dans un premier temps la boucle locale de France Télécom, puis celle des câblo-opérateurs et/ou celle des collectivités locales.

Cette vision résulte d'une prophétie auto-réalisatrice. Pour avoir rattrapé le temps perdu de la prolongation du monopole en organisant le partage de la boucle locale de France Télécom, on ne pense plus le développement des télécommunications fixes qu'en terme de partage imposé d'infrastructures.

Le raisonnement qui était valable à titre transitoire (passer du monopole à la concurrence en tirant le meilleur d'une infrastructure de cuivre issue du monopole, mais encore pleine de possibilités), a été étendu à tort à une phase de création d'une nouvelle infrastructure.

Il est faux de considérer que le secteur privé est incapable d'investir dans l'infrastructure. L'exemple du logement est là pour le montrer. Les particuliers n'hésitent pas à investir dans ce secteur qui ne rapporte que 3 à 7% de la valeur de l'achat chaque année. Mais, s'ils le font, c'est parce qu'il existe un marché de l'immobilier, sur lequel la valeur de revente d'un bien ne constitue pas un risque insupportable. De même, les sociétés de financement d'avions de ligne (General Electric, IFLC,...) n'hésitent pas à acheter par centaines les gros-porteurs d'Airbus et de Boeing, car elles savent qu'elles pourront en reprendre possession en cas d'impayé et qu'elles ont des chances raisonnables de retrouver un nouveau locataire solvable en cas de défaillance du premier.

La politique de l'ARCEP pour le développement des réseaux fixes de communications électroniques devrait être repensée autour de la sécurisation de l'investissement privé dans l'infrastructure, et devrait tourner le dos à la mutualisation forcée. Cette sécurisation passe par le développement du marché de l'infrastructure. Les réseaux issus des délégations de service public devraient être privatisés au terme des conventions.

Dès le fameux rapport Champsaur de 1996, il était écrit que la régulation asymétrique serait transitoire. Une mutualisation forcée des fourreaux la ferait perdurer pour un demi-siècle. Il faut viser la constitution d'acteurs possédant à titre principal leur propre boucle locale, et la concurrence entre ces acteurs.

Dans ce cadre, l'article 134 de la loi n°2007-309 du 7 mars 2007 sur la Télévision du futur, qui stipule que : « Afin de veiller au respect du principe d'égalité et de libre concurrence sur les marchés des communications électroniques, les modalités de mise en conformité garantissent l'utilisation partagée des infrastructures publiques de génie civil entre opérateurs de communications électroniques. » relève plus de l'extrait de note de lobbying égaré dans un texte de loi que la construction d'une concurrence durable entre opérateurs fondant le cœur de leur activité sur la possession de leur infrastructure, et n'ayant recours à l'infrastructure des autres qu'à titre subsidiaire et réciproque.

Il appartient à l'ARCEP de ne prendre cet article 134 que pour le meilleur de ce qu'il est : un vœu, pas forcément très pieux, qui au mieux rappelle des textes existants sans leur donner une portée nouvelle, et au pire, porte un coup de poignard dans le dos au développement d'infrastructures privées de réseaux de communications électroniques.
